IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

ASIA FOCUS

LES ENJEUX POLITIQUES DE L'ÉCOLOGIE EN CHINE ET EN INDE

Emmanuel Lincot / Chercheur associé à l'IRIS,
professeur à l'Institut catholique de Paris et sinologue

Octobre 2024

PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Emmanuel Lincot / Chercheur associé à l'IRIS,
professeur à l'Institut catholique de Paris et sinologue

Emmanuel Lincot est Professeur à la Faculté des Lettres de l'Institut catholique (ICP). Historien, sinologue, il est également chercheur associé à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS) où il dirige aux côtés de Barthélémy Courmont la collection *Asia Focus*. Récipiendaire de la Taiwan Fellowship du MOFA en 2015, il a étudié le *soft power* taïwanais et a publié un très grand nombre de travaux à ce sujet et sur le monde chinois.

PRÉSENTATION DE LA COLLECTION ASIA FOCUS

La collection « Asia Focus » propose des analyses, des entretiens avec des experts ou des acteurs, ou des notes sur des travaux majeurs produits par des spécialistes de la région. Son objectif est d'approfondir la réflexion sur des sujets d'actualité et d'offrir des éléments de compréhension sur les enjeux actuels en Asie. Les dynamiques politiques, sécuritaires, économiques, culturelles ou sociétales sont ainsi privilégiées.

Collection sous la direction de **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et **Emmanuel Lincot**, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS.

PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.
Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

© IRIS - Tous droits réservés

Si Pékin et New Delhi s'entendent pour affirmer depuis des années que le XXIe siècle sera le « siècle de l'Asie », leur interprétation diverge pour y parvenir. À dire vrai, la seule confrontation avec la Chine réduirait considérablement la complexité du phénomène. S'ajoute en réalité un problème, celui de la pollution. Dans une relation aussi inextricable que cornélienne, elle devrait inciter les deux acteurs à adopter une plus grande hauteur de vues. Car même si la relation bilatérale est marquée par des rivalités voire une franche hostilité, la coopération entre les deux États devrait être théoriquement considérée à Pékin et à New Delhi comme prioritaire, que ce soit dans le domaine commercial ou, surtout, pour répondre à des défis climatiques similaires et partagés ; la fonte des glaciers himalayens notamment. Leur concertation, voire le choix d'œuvrer de concert sur ce volet au sein des instances internationales est donc nécessaire[1]. Elle est pourtant à peine balbutiante. La littérature la plus alarmante évoque, en effet, pour chacun de ces pays un risque de « collapsologie », mettant l'accent sur l'urgence écologique à laquelle la Chine et l'Inde sont chacune confrontées. Les plus sérieux des scientifiques, tel Guillaume Giroir, dressent un bilan catastrophique de la situation en Chine[2]. Réchauffement climatique, effondrement de terrains, dérèglement du débit des fleuves et insécurité sur le plan alimentaire démentent chaque jour la vision technocratique et optimiste portée par le Parti communiste chinois[3]. La situation en Inde est encore plus grave. Quiconque se rend dans ce pays, traverse ses agglomérations, y constate des records de pollution. Les fleuves se tarissent, les nappes phréatiques sont polluées, les terres arables se raréfient. Qu'il existe une conscientisation des problèmes écologiques n'en est pas moins réel. Il existe même une très grande variété et vivacité du mouvement environnementaliste indien.

Ainsi, la militante Vandana Shiva, dans une critique radicale, insiste sur le fait que la technologie occidentale et son modèle de croissance (basé sur le capitalisme industriel et le néo-colonialisme) signifient l'abandon de la représentation traditionnelle (et hindoue) du monde, qui considère la *prakṛiti* comme un processus vivant et créatif, le « principe féminin » d'où découle toute vie. Cette idéalisation de la société traditionnelle est par nature fortement nationaliste, car elle attribue tous les problèmes au colonialisme occidental, et ignore les inégalités sociales et les problèmes environnementaux, antérieurs à la conquête coloniale, tels que le patriarcat, le système des castes ou la déforestation. Elle masque ainsi bien des lacunes,

[1] Olivier da Lage, « Les enjeux de sécurité de l'Inde en Asie du Sud », *Diploweb,* le 1 novembre 2022 : https://geopoweb.fr/?LES-ENJEUX-DE-SECURITE-DE-L-INDE-EN-ASIE-DU-SUD-Olivier-DA-LAGE

[2] Guillaume Giroir, « État des lieux et perspectives : quels horizons pour la Chine ? », IRIS, Asia Focus, n°221, juin 2024 : https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2024/06/Asia-Focus-221.pdf

[3] Pour une étude plus approfondie de l'analyse de Guillaume Giroi et la très riche bibliographie qui l'accompagner, lire : Guillaume Giroir, *Le développement durable en Chine – État des lieux et perspectives,* Paris, Hermann, 2024

sous couvert d'écoféminisme marxisant[4]. En cela, bien des observations faites naguère par l'anthropologue Louis Dumont sur une relation hiérarchisée entre les castes et le cosmos, propre à la société indienne, semblent plus que jamais d'actualité. En somme, le présupposé égalitaire lui est profondément étranger[5]. Côté chinois, la conscientisation des problèmes environnementaux s'avère beaucoup plus ancienne qu'en Inde. Campagne de reforestation, impulsion régalienne forte dans le domaine de la fabrication des éoliennes et des panneaux photovoltaïques créent le paradigme idéalisé d'une société nouvelle[6], entièrement pénétrée d'un concept développé par la propagande du régime : la « civilisation écologique » (*shengtai wenming*)[7]. Le sinologue Benoît Vermander prophétisait, il y a près de vingt ans, sur l'orientation stratégique d'une Chine acquise à une économie décarbonée ; laquelle concourait à échapper à la dérive fascisante de son régime[8]. Déconcertante, la Chine nous montre pourtant qu'une dictature national-communiste peut être aussi force de propositions en matière environnementale. Soit parce que l'État-Parti y voit des opportunités pour concurrencer l'Occident, soit parce que la société civile l'y conduit, parfois sans ménagement et au risque d'une conflictualité réelle avec les autorités, en prenant des initiatives aussi heureuses que surprenantes. Le domaine de l'urbanisme avec les réalisations de l'architecte Xu Tiantian est un exemple parmi bien d'autres, que l'on ne voit pas poindre encore à ce jour en Inde. Et si la Chine, premier pollueur du monde, en devenait le premier dépollueur ?[9]

CONTRADICTIONS CHINOISES

La Chine s'est lancée à partir des années cinquante dans un développement frénétique, en optant dans un premier temps pour un modèle de développement volontariste inspiré de l'Union soviétique, et ce, en privilégiant une industrialisation lourde, la priorité à la croissance économique, tirée par les exportations. Ce schéma, similaire à celui de nombreux autres pays émergents de l'Asie de l'Est, s'est fait aux dépens de l'environnement. Surexploitation des ressources naturelles, augmentation de la pollution et smog ont entraîné un fort déficit

[4] Anthony Goreau-Ponceaud et Émilie Ponceaud-Goreau, « Le pari de l'Inde », *Cahiers d'Outre-Mer,* 281 – Janvier-juin, 2023 : https://journals.openedition.org/com/10878

[5] Louis Dumont, *Homo Aequalis : genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, Paris, Gallimard, 1977

[6] Emmanuel Hache, « La Chine, nouveau laboratoire écologique mondial ? », *Revue internationale et stratégique* 113, n° 1 (2019), pp. 133-143

[7] Andrée Clément, « L'idéologie politique aux caractéristiques chinoises », GREEN, 2021 :1 (n°1), pp. 121-127 ; Anaïs Voy-Gimis, « La politique industrielle chinoise est-elle compatible avec ses ambitions environnementales ? », GREEN, 2021/1 (n°1), pp. 151-158.

[8] Benoît Vermander, *Chine verte ou Chine brune, les défis de l'État parti*, Presses de Sciences Po, 2007

[9] Nathalie Bastanielli, *Quand la Chine s'éveille verte…,* La Tour d'Aigues, L'Aube, 2023

écologique et de très nombreux problèmes de santé à travers l'ensemble du pays[10]. Dans la lutte que le gouvernement a entreprise en matière d'environnement, la Chine reste à la fois archaïque et novatrice. Archaïque parce que 60 % de son énergie est obtenue grâce à l'exploitation de son charbon, et en ce sens l'on voit difficilement comment sa politique peut s'accorder avec ses ambitions internationales. Novatrice parce qu'elle a désormais le monopole de la fabrication des panneaux photovoltaïques et de l'éolien[11] et qu'elle s'achemine à grands pas vers les conditions qui permettront l'accès à une économie verte. Ses investissements dans le domaine du nucléaire civil vont également dans ce sens. Cependant, faute d'une conjoncture favorable, les échéances qu'elle s'était données ne pourront guère être respectées. Pour changer totalement de paradigme économique et décarboner ses industries, il lui faut de l'argent. Or, la Chine traverse une crise économique sans précédent à laquelle s'ajoute un ralentissement général de l'activité et des mesures protectionnistes américaines et européennes qui lui sont particulièrement dommageables.

Elle consommera donc encore très longtemps des énergies fossiles. Et ce, en important massivement pour les décennies à venir des hydrocarbures en provenance du Moyen-Orient, d'Asie centrale et d'Afrique. Malgré cela, son modèle économique a déjà considérablement évolué. Loin est le temps, immortalisé par le cinéaste Wang Bing, où la Chine portait aux nues sa classe ouvrière et ses industries surpolluantes[12]. En réalité, la Chine digitalise son économie beaucoup plus rapidement que ne le fait l'Occident. Il suffit de se rendre dans la région méridionale de la rivière des Perles, aussi appelée *Greater Bay Area*, pour en avoir la preuve la plus tangible. Il s'agit du hub interrégional parmi les plus interconnectés au monde. L'activité économique y crée une dynamique qui va bien au-delà de la région et pourrait à terme associer les périphéries que constituent Taïwan et Singapour. Mais cet exemple performant et écoresponsable masque par ailleurs l'étendue de la crise écologique à laquelle est confronté le pays. Avec une diminution drastique de ses terres arables (en moins de quarante ans, la Chine est passée de 11 à 8 % de surface agricole utile) liée à l'urbanisation et la pollution parfois irréversible de ses sols, la Chine présente une très grande vulnérabilité sur le plan alimentaire. Elle dépend en grande partie des marchés extérieurs pour s'approvisionner et augmente ses capacités de stockage, provoquant par là même une augmentation du prix des céréales sur le marché mondial[13].

[10] Le cancer est la première cause de mortalité en Chine. Plusieurs reportages mettent en avant les conséquences désastreuses des eaux polluées sur certains villages où une majorité d'habitants développe des cancers.
[11] Alexis Bigouret, « La transition énergétique aux États-Unis : vers une superpuissance bas-carbone », *Les Grands Dossiers de la diplomatie,* n°80, juin-juillet 2024, pp. 62-65
[12] Wang Bing, *À l'Ouest des rails* (2002)
[13] Sébastien Abis, *Géopolitique du blé,* Paris, Armand Colin, 2023

La Chine n'en reste pas moins une force de propositions et a ratifié l'accord de Paris de la COP21 en 2016. Depuis lors, en termes d'image, elle veut apparaître désormais comme le chef de file de la révolution verte. Dès 1992, la Chine a déployé des moyens diplomatiques conséquents en ce sens. Dans une première phase tout d'abord lorsque Pékin a réuni sous son égide les pays en voie de développement au sein d'une même instance internationale pour évoquer les questions climatiques et écologiques (CCNUCC)[14]. La Chine s'est ainsi systématiquement opposée aux quotas et propositions annoncées par les pays occidentaux. Dans un deuxième temps, la Chine a prôné avec les Occidentaux une « responsabilité commune, mais différenciée ». Dans un troisième temps, et après avoir ratifié en 2002 le protocole de Kyoto, le gouvernement chinois n'a cessé d'insister sur la nécessaire prise en compte des émissions de CO2 « par tête » afin de mettre en avant la responsabilité des pays occidentaux. Les émissions par tête en Chine sont relativement faibles en raison de sa démographie importante : elles atteignaient il y a dix ans 6,8 tonnes contre 16,9 pour les États-Unis[15]. La dernière phase du processus énoncé commence véritablement sous la mandature de Xi Jinping et se poursuit aujourd'hui avec une participation accrue de la société civile[16]. L'opinion a été profondément choquée par les révélations de la documentariste Chia Jing, en 2015, marquant une volonté de changement inédite[17]. Dans les faits, un paramètre demeure central dans la stratégie du gouvernement chinois : toute décision sur le climat est liée à l'économie. Ainsi, Pékin voit dans la lutte contre le réchauffement une opportunité pour promouvoir ses énergies vertes et ses voitures électriques. D'un point de vue des normes, on peut se demander si la mondialisation « américaine » pourrait céder sa place à celle que met en place la Chine[18].

Un effort gigantesque est déjà réalisé sur son propre marché puisque désormais 15 % de la consommation énergétique de ses villes provient des énergies renouvelables, et le pays a atteint le rang du troisième parc mondial dans le domaine du nucléaire civil. Toutefois, il existe un mythe, celui de l'État omnipotent. Dans les faits, ce qui est décidé au niveau du gouvernement central peine à être appliqué au niveau des échelons locaux, souvent par manque de coordination sur le plan national. Et si les échelons locaux reculent face à des protestations contestant l'implantation d'usines de produits chimiques (durant la seule année

[14] Giulia Clara Romano, « La Chine face au changement climatique : quelle(s) politique(s) ?, *Écologie & politique,* 2013/2 (n°47), pp. 77-47

[15] Mylène Gaulard, « L'émergence d'un nouveau champion de la lutte contre le réchauffement climatique ? Les dessous des politiques environnementales chinoises », 2018, *Monde chinois,* 4(4), pp. 28-38

[16] Emmanuel Hache, « La Chine, nouveau laboratoire écologique mondial ? », 2019*, La Revue internationale et stratégique,* n°113, pp. 133-143

[17] *Under the Dome* paraît sur les réseaux sociaux. Vu par les centaines de millions d'internautes, il sera ensuite censuré par les autorités.

[18] Benjamin Bürbaumer, « La mondialisation américaine va-t-elle céder sa place à la mondialisation chinoise ? », *Les Grands Dossiers de la diplomatie,* n°80, juin-juillet 2024, pp. 55-57

2005, 50 000 « agitations populaires » ont été comptabilisées pour motif environnemental[19]), c'est soit parce qu'ils sont mus par la crainte de débordements politiques ou par des sanctions émanant du gouvernement central, soit parce qu'ils parviennent à convaincre des régions plus pauvres pour accueillir des projets industriels que l'on juge désormais indésirables. Cette inégalité de traitement par rapport à la question environnementale accentue les disparités régionales ; disparités que le Parti communiste chinois comptait dans un premier temps réguler en encourageant « une croissance à tout prix »[20]. Désormais, l'environnement a été ajouté comme critère de réussite et d'efficacité auprès des gouverneurs régionaux qui étaient jusqu'alors notés sur leur seule performance économique[21] et l'idée d'une justice environnementale comme équité fait son chemin en Chine[22].

La sensibilisation des problèmes écologiques peut se faire par l'action des ONG, mais, étant donnée la nature dictatoriale du régime, celles-ci se voient le plus souvent bridées dans leur action, ou utilisées comme simples relais des initiatives gouvernementales. Elles promeuvent notamment les potentielles capacités des énergies renouvelables dans les régions autonomes du Xinjiang, du Tibet et de Mongolie intérieure. Riche en ressources naturelles, le grand Ouest chinois constitue un laboratoire pour le développement de l'énergie solaire. L'installation sur une très vaste échelle de panneaux photovoltaïques dans des régions le plus souvent minérales et désertiques concourt au développement de ces périphéries tout en permettant au pouvoir central d'y exercer son contrôle. Le développement durable est donc pour Pékin un enjeu considérable tant sur le plan national qu'international dans sa compétition avec Washington et les capitales européennes. Celle-ci passe notamment par l'approvisionnement en lithium destiné à la fabrication des batteries électriques de nouvelles générations, la sinisation des normes internationales ou le dépôt croissant de brevets (qui n'écartent pas pour autant la prédation acharnée à laquelle se livre la Chine dans le pillage des savoir-faire occidentaux en matière de technologie). Cette compétition participe de cette confrontation à « bas bruit » qui antagonise la relation entre la Chine et l'Occident[23].

[19] Pauline Bonnet, « La Chine et l'environnement : prise de conscience écologique ou intérêts économiques et géopolitiques ? », Conseil québécois d'Études géopolitiques, Université de Laval, 4 juin 2021 : https://cqegheiulaval.com/2021/06/04/la-chine-et-lenvironnement-prise-de-conscience-ecologique-ou-interets-economique-et-geopolitiques/

[20] Jean-François Huchet, *La crise environnementale en Chine,* Paris, Presses de Sciences Po, 2016

[21] Olga Alexeeva et Yann Roche, « La Chine en transition énergétique : un virage vers les énergies renouvelables ? », *Vertigo,* 2014, 14 (3) : https://journals.openedition.org/vertigo/15540

[22] Richard Balme, « La justice environnementale comme équité. La politisation des conflits environnementaux en République populaire de Chine », *Écologie et politique* 47, n° 2 (2013), pp. 63-75

[23] Pierre Grosser, *L'autre guerre froide ? La confrontation États-Unis / Chine,* Paris, CNRS, 2023, p. 79

Elle se teinte d'un retour à la tradition chinoise pour redéfinir un nouveau stade du développement humain qui, comme l'écrivit Pan Yue[24], ancien vice-directeur de l'agence nationale de la Protection de l'environnement, doit gouverner l'agenda des peuples. Selon lui, « il est nécessaire de se tourner vers la culture traditionnelle chinoise afin de définir un type de modernisation adapté à notre propre structure culturelle. La sagesse écologique propre à la civilisation chinoise doit devenir une composante importante de la civilisation écologique. La civilisation écologique seule ne suffit pas ; nous avons besoin d'une pratique concrète – c'est-à-dire promouvoir la transformation d'un socialisme basé sur la civilisation écologique »[25]. Selon Pan Yue, si les faits en Chine donnent tort à la théorie « chinoise » d'une harmonie entre l'Homme et la nature, c'est parce que la Chine s'est développée en fonction de présupposés culturels occidentaux antiécologiques. Il faut donc modifier l'ADN civilisationnel occidental par le génome culturel chinois dont la nature essentiellement écologique converge avec le modèle « socialiste » d'organisation économique. Posture qui élude la période maoïste, et en particulier le Grand Bond en avant et ses « petits hauts fourneaux », à l'origine d'une destruction sans précédent à la fois des Hommes et de leur environnement[26]. La teneur du discours de Pan Yue s'inscrit dans une logique culturaliste, toujours très en vogue dans la Chine d'aujourd'hui, et mettant en avant des valeurs néo-confucéennes opposées à l'Occident[27]. En cela, Pan Yue reste l'un des précurseurs d'une écologie aux caractéristiques chinoises, beaucoup moins subversives envers le pouvoir communiste que critiques à l'encontre de l'Occident.

Défis indiens

Même si les émissions de gaz à effet de serre en Inde restent inférieures à celles de la Chine, le pays est confronté à des problèmes environnementaux graves. Nombre d'observateurs y constatent une détérioration alarmante de la qualité de l'air. La dégradation de l'air y est telle

[24] Chantre du reboisement du pays, Pan Yue, sous le gouvernement de Jiang Zemin et celui de ses successeurs, a encouragé la fameuse « Green Belt ». Somme toute, elle n'est guère parvenue à juguler la progression du désert de Gobi et les phénomènes de sécheresse auxquels sont confrontés 400 millions de personnes dans le nord du pays. Tiphaine de Rocquigny, « Gobi : tempête de sable sur le développement chinois » (avec Emmanuel Lincot et Gaëlle Lacaze), France culture, *Entendez-vous l'éco,* 6 septembre 2023 : https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/entendez-vous-l-eco/gobi-tempete-de-sable-sur-le-developpement-chinois-6545102

[25] Traduit de la *Beijing Review* du 9 novembre 2006 par Gwennaël Gaffric et Jean-Yves Heurtebise dans : « L'écologie, Confucius et la démocratie. Critique de la rhétorique chinoise de 'civilisation écologique' », Écologie et politique 2013/2 (n°47) : https://shs.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-sciences-cultures-societes-2013-2-page-51?lang=fr

[26] Judith Shapiro, *Mao's war against Nature. Politics and the environment in Revolutionary China,* Cambridge, Cambridge University Press, 2001

[27] Anne Cheng (dir°), *Penser en Chine,* Paris, Flammarion, 2021

que l'on a vu surgir, comme à New Delhi, des bars à oxygène[28]. Ayant pourtant connu une catastrophe industrielle des plus importantes à Bhopal (1984), les autorités indiennes ne font pas de l'écologie une priorité. La forte croissance démographique ajoutée à une pauvreté endémique (300 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité) aggrave l'état général de pollution (villes, fleuves…) du pays et son déficit hydrique. L'impératif de croissance est le leitmotiv d'une classe politique qui semble cultiver un déni sur le désastre écologique qui s'annonce. Symptomatique est l'indifférence qui entoure le complexe pharmaceutique Hyperabad Pharma City, près de la mégapole Hyperabad, à l'origine d'une pollution catastrophique du fleuve Musi, qui engendre des malformations et des cancers en très grand nombre. Plus généralement, on estime que 200 millions d'Indiens n'ont pas accès à une source d'eau potable, et que 2 millions de personnes (surtout de jeunes enfants), chaque année, meurent de maladies causées par l'eau[29]. D'autres exemples tout aussi tragiques peuvent être mentionnés. Ainsi, dans la banlieue est de New Delhi, une montagne de plus de 60 mètres de déchets s'étend sur une superficie équivalente à quarante terrains de football.

Maladies et odeurs nauséabondes s'y développent dans des proportions qui rappellent que la capitale du pays est passée en 1989 de 9 millions à plus de 32 millions d'habitants en 2024. Au reste, sur plus de 4 000 villes que compte le pays, très peu sont équipées pour la collecte et le traitement des déchets. L'industrialisation concourt au réchauffement climatique et désormais le pays est régulièrement touché par des vagues de chaleur, extrêmement préoccupantes. Les plus pauvres sont les plus vulnérables de même que les populations des littoraux de plus en plus confrontées à des cyclones intenses. En dépit de ces alertes inquiétantes, l'Inde de Narendra Modi a fait savoir lors de la COP-21 (2016) qu'elle ne se fixait pas d'objectifs contraignants en matière de limitation des émissions de gaz à effet de serre, et que sa priorité restait la croissance économique et la lutte contre la pauvreté[30]. L'objectif de la neutralité carbone annoncée pour 2070 (contre 2060 pour la Chine) laisse sceptique. Dans les faits, elle n'arrêtera pas de miser sur le charbon pour son mix énergétique. Elle reste aux côtés de la Chine et l'Indonésie, l'un des trois plus gros producteurs de houille. L'exploitation du charbon se fait d'ailleurs souvent aux dépens des zones forestières du pays et alors que le pays possède déjà 285 centrales à charbon, elle prévoit d'en construire 48 supplémentaires

[28] Ainsi, à titre d'exemple, si l'on compare les capitales, New Delhi est avec un taux moyen de 85 microgrammes par mètre cube en 2021 l'une des villes les plus touchées par la pollution de l'air dans le monde, loin devant Jakarta (39,1) et Pékin (34,4). Lire : Hubert Testard, « Climat, biodiversité, inégalités : pourquoi la Chine, l'Inde et l'Indonésie sont cruciales pour notre avenir », *Asialyst,* 14 janvier 2023 : https://asialyst.com/fr/2023/01/14/climat-inegalites-biodiversite-chine-inde-indonesie-cruciales-pour-avenir/#:~:text=Donn%C3%A9es%20pour%202021.,en%20Inde%20comme%20en%20Indon%C3%A9sie.

[29] Éléonore Sayar, « L'Inde face à ses défis environnementaux », *Business France,* 4 septembre 2020 : https://www.businessfrance.fr/Inde-defis-environnementaux

[30] Yann Fontana, *La Chine et l'Inde dans les négociations internationales sur le climat : une analyse comparée à partir de facteurs environnementaux,* Université de Grenoble, Thèse de doctorat, 2019 (non publiée).

d'ici 2030. Pourtant, des initiatives sont prises à l'échelon local pour lutter contre la pollution atmosphérique. Ainsi, à Hubli près de Goa, les déchets industriels sont récupérés et stérilisés en fine poudre pour fabriquer des tuiles par une entreprise, Carbon Craft, utilisées comme matériaux de construction[31].

Le recyclage est d'ailleurs un vaste marché de 50 milliards de dollars annuellement en Inde. Mais il s'agit d'une industrie fragmentée et New Delhi ne s'implique en rien dans un domaine qui s'avère aussi prometteur que nécessaire. Malgré cette carence des pouvoirs publics en la matière, on compte plus de 25 000 entreprises de recyclage dans le pays, allant des grands conglomérats aux simples travailleurs des bidonvilles de Mumbai. C'est dans l'un des bidonvilles de cette mégapole, rendue célèbre par le film primé Slumdog Millionaire[32], et où plusieurs scènes ont été tournées, qu'une armée de travailleurs s'emploie au tri des déchets. Villes macrocéphales et bidonvillisation (laquelle en revanche a toujours été maîtrisée en Chine par l'imposition du *hukou*[33]) accélérée par l'exode rural nous renvoient à un autre aspect propre à l'Inde, celui d'un monde rural profondément en crise, malmené depuis la Révolution verte, et où vivent encore à ce jour 700 millions de personnes. Si la productivité a été considérablement augmentée grâce à l'introduction de nouvelles céréales à partir des années soixante, écartant par là même le spectre de la famine, l'endettement consécutif des petits exploitants s'ajoute à des problèmes environnementaux graves comme les pénuries en eau.

Les causes de ces pénuries sont multiples : déforestation, érosion des sols, pollution des nappes phréatiques, surutilisation comme au Karnataka des engrais chimiques, surconsommation en eau des villes qui nuisent à l'irrigation des zones rurales… Le bilan est sombre et montre par ailleurs une très grande diversité de traitements dans les subventions et aides accordées par l'État fédéral à des régions phares comme le Pendjab, traditionnel grenier à riz et à blé du pays, alors que d'autres régions privilégiant la culture du millet, et moins dispendieuse en eau, semblent délaissées[34]. Comme en Chine, l'industrialisation en Inde s'est faite historiquement dans les régions du littoral et à proximité des vois fluviales. Certaines régions sont donc davantage touchées que d'autres par la pollution. Le Meghalaya et l'Aranuchal Pradesh sont ainsi plus épargnés par les pics de pollution et correspondent de ce point de vue à l'Inde ce que les provinces du Yunnan et du Sichuan sont à la Chine.

[31] Philippe Leblanc, « L'Inde, un des pays les plus pollués où l'environnement n'est pas une priorité », Radio Canada, le 30 mai 2023 : https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1982884/inde-pollution-bidonvilles-recyclages-smog

[32] Danny Boyle, *Slumdog Millionaire* (2009)

[33] Chloé Froissart, *La Chine et ses migrants. La conquête d'une citoyenneté. Préface de Jean-Philippe Beja,* Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013

[34] Frédéric Landy, « Agriculture et environnement en Inde : des raisons d'espérer ? », Cahiers d'Outre-Mer, n°281, janvier-juin 2023 : https://journals.openedition.org/com/10927

Revendiqué par la Chine, l'Aranuchal Pradesh particulièrement important pour ses ressources en eau et sa biodiversité, fait l'objet d'une attention soutenue des autorités fédérales d'autant que le Brahmapoutre, fleuve prenant sa source au Tibet, traverse la région, et comme tous les fleuves de l'Inde, celui-ci revêt un caractère sacré. La société civile y est d'autant plus sensible qu'elle peut être à l'origine d'initiatives heureuses dans la lutte pour la préservation de l'environnement.

Ainsi a-t-on vu dans les régions himalayennes émerger le mouvement Chipko, principalement animé par des femmes, qui a débuté dans les villages de Reni, Gopeshwar et Dungari-Paitoli, pour y dénoncer les injustices environnementales et garantir aux victimes de la pollution des dédommagements[35]. En définitive, cette préoccupation environnementale au sein de la société civile se manifeste le plus souvent chez les plus humbles et par l'existence plurielle de mouvements ruraux qui se structurent au fil du temps, et plaident pour davantage de justice dans l'accès et la protection des ressources naturelles. L'une des grandes figures de ces mouvements est l'environnementaliste Medha Patkar, laquelle est connue pour ses combats dans la lutte contre la construction inconsidérée de barrages sur le fleuve Narmada. Elle a bénéficié au cours de ses combats du soutien de la star de Bollywood, Aamir Khan, mais aussi de la romancière Arundhati Roy. Les gouvernements régionaux cèdent souvent face à la pression des défenseurs de l'environnement ou encore celle du gouvernement fédéral. Ainsi, dans l'Uttarakhand, deux projets de barrages sur le Gange ont été récemment interrompus tandis que le gouvernement fédéral interdisait la vente de pesticides. Des mesures visant à se prémunir des énergies fossiles ont été également prises pour favoriser l'utilisation des énergies renouvelables. Ainsi, l'Inde rassemble 42 parcs solaires, principalement dans le désert du Thar au Rajasthan, près de la frontière pakistanaise. C'est la région septentrionale de l'Inde où l'ensoleillement est le plus élevé, ce qui profite à la production d'énergie solaire. En outre, New Delhi entend privilégier le développement de ses centrales nucléaires (au nombre de 23 aujourd'hui contre 50 en Chine).

Si l'on questionne les similarités et les différences dans les choix de politiques environnementales mises en place par l'Inde et la Chine, on constate l'existence de plusieurs faits. Une dualité entre leur volonté de souscrire à la lutte pour la préservation de l'environnement comme ces deux pays le proclament au sein des instances internationales, quoiqu'à des échéances différées d'une part, et la poussée irréversible de revendications émanant des sociétés civiles de l'autre. En d'autres mots, la question environnementale revient à être posée non comme celle relevant d'une dichotomie entre un temps régi par

[35] Guy Barthélémy, *Chipko : sauver les forêts de l'Himalaya,* Paris, L'Harmattan, 1982

l'histoire, celle des Hommes, de leur action, c'est-à-dire de l'anthropocène, et un temps régi par la nature, deux temporalités respectivement attachées à des échelles bien différentes, mais qui sont en réalité très étroitement mêlées. Que cette réflexion émane d'un penseur indien, Dipesh Chakrabarty[36], ne doit en rien nous surprendre. L'Inde et la Chine comptent parmi les régions du globe les plus exposées au changement climatique. L'action des Hommes y aura déjà entraîné des effets dont les conséquences auront été dans l'avenir beaucoup plus longues et pernicieuses sur l'environnement que celles connues depuis leur ouverture respective au capitalisme global.

Outre la pollution que ces deux pays engendrent, leur conquête respective de l'espace concourt à un phénomène encore peu abordé : la poubellisation de l'espace. Leurs débris spatiaux n'ont cessé de s'accumuler. Ils sont composés de lancements échoués de fusées, mais également de satellites obsolètes, abandonnés. Leurs systèmes de batterie se réchauffent parfois et peuvent entraîner des explosions générant des nuages encombrés de débris[37]. Ces débris provoquent souvent des collisions avec d'autres déchets technologiques gravitant autour de la terre. Entre 1957 et 2019, 8 650 engins spatiaux, de toutes origines nationales confondues ont été lancés. On estime que ce chiffre atteindra 23 000 d'ici 2027 et que l'ensemble de ces déchets pèsent aujourd'hui plus de 8 000 tonnes[38]. Membre fondateur du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (COPUOS), créé en 1958, l'Inde se dit plus préoccupée que la Chine par cette pollution extra-atmosphérique, mais elle ne se donne pas pour autant les moyens pour y remédier. En la matière, seules les initiatives privées de ClearSpace, une entreprise suisse mandatée par l'Agence spatiale européenne, ont été retenues pour de premières missions à partir de 2020[39]. Toutefois, et pour revenir à des problématiques terriennes, de timides évolutions voient le jour. Ainsi, le Gange et la Yamuna ont acquis en 2017 le statut de personnalité juridique, ce qui montre l'attachement religieux des hindous à leurs fleuves et l'instauration d'un premier rempart symbolique permettant à l'environnement de se voir ainsi considéré autrement.

Ainsi, l'Inde, pourtant acculée à des difficultés écologiques sans nom, nous invite à penser de nouvelles articulations entre l'histoire des humains et celle de la nature. Pour la plupart de nos contemporains la seule chose qui soit vraie est ce que nous avons fait nous-mêmes, qu'il

[36] Dipesh Chakrabarty, *Après le changement climatique, penser l'histoire,* Paris, Gallimard, 2022

[37] « Pollution spatiale : L'espace est devenu une poubelle », *Mondialisation,* 12 janvier 2022 : https://mrmondialisation.org/pollution-spatiale-lespace-est-devenu-une-poubelle/

[38] Philippe Achilleas et Jean-Paul Maréchal Maréchal, « L'espace : la « nouvelle frontière » de la Chine », *Monde chinois,* 2020, n°64, pp. 5-14

[39] Chloé Durand-Parenti, « ClearSpace-1 : Le premier camion poubelle de l'espace », *Le Point,* 2 décembre 2020 : https://www.lepoint.fr/astronomie/clearspace-1-le-premier-camion-poubelle-de-l-espace-sera-europeen-02-12-2020-2403654_1925.php

n'y a donc d'histoire que d'histoire des Hommes, la nature n'ayant pas d'histoire. Elle n'est en somme qu'un *décorum*. Or, d'un point de vue planétaire, l'Homme est une espèce comme les autres, envahissante cependant, et seule espèce capable de modifier l'évolution géologique. L'explosion démographique de la Chine et de l'Inde remet totalement en cause l'un des fondements de la pensée politique européenne héritée du XVIII[e] siècle, selon laquelle la planète aurait toujours assez de ressources pour soutenir les projets humains. La vulnérabilité des sociétés indienne et chinoise montre les limites de cette conception. L'écoanxiété gagne l'ensemble de ces pays et montre que par dissémination se développe le sentiment partagé d'une catastrophe à venir, et la nécessité pour les Hommes d'associer leur avenir à celui de la planète. Mais laissons Arnaud du Crest conclure sur ce point : « Certains annonçaient la fin de l'histoire. Une théorie basée sur la pensée de Hegel et récemment remise au goût du jour avec le choc des civilisations de Samuel Huntington. Ce n'est pas la fin de l'histoire, mais une autre période qui s'ouvre, et placer l'Anthropocène dans la suite de l'histoire des Hommes lui donne tout son sens. L'Anthropocène appartient autant à l'histoire des Hommes qu'à l'histoire de la Terre, l'enjeu est de nous accepter comme étant des acteurs de l'histoire de la Terre, et pas seulement du monde historique »[40]. Et avec lui, la réinvention de nouvelles rationalités. Autrement dit, de nouvelles cosmologies.

[40] Arnaud du Crest, « Dipesh Chakrabarty, Après le changement climatique, penser l'histoire », *EcoRev',* 2023 :1 (n°54), pp. 150-155

L'expertise stratégique en toute indépendance

PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.